



Rapport d'étape des revendications particulières

QUÉBEC (6)

Demandeur & Revendication	Étape courante & Description	Dates clés (aaaa/mm/jj)
Crespieul Claimants (ASSCTN) <i>Odanak (BAND-072), Première Nation des Abénakis de Wôlinak (BAND-071)</i>	<p>Réglées Réglée par négociations</p> <p>Revendication soumise initialement par les Abénakis de Wôlinak. Allégation d'une cession illégale, d'une perte d'utilisation et d'une mauvaise gestion des revenus de la vente de terres cédées. Revendication soumise de nouveau par les Abénakis de Wôlinak et d'Odanak; il s'agit de la même allégation en plus d'allégations concernant la création et l'emplacement de la réserve; les deux PN ont toutefois décidé de régler la question de la mauvaise gestion de la vente de Crespieul entre elles.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Date de fermeture du dossier: 1993/01/14 - Date de début des recherches : 1997/01/08 - Date de signature de l'avis juridique: 2001/01/29 - Canada a offert de négocier: 2001/08/27 - Règlement signé par le demandeur: 2006/11/07 - Règlement signé par le Canada: 2007/03/21



Rapport d'étape des revendications particulières

QUÉBEC (6)

Demandeur & Revendication	Étape courante & Description	Dates clés (aaaa/mm/jj)
<p>Odanak (BAND-072)</p> <p>Cession des 38 lots dans le domaine abénakis de St-François</p>	<p>Autre Tribunal des revendications particulières</p> <p>La PN allègue que la Couronne a manqué à son rôle de fiduciaire en ne respectant pas diverses législations la concernant. La PN allègue par conséquent que la cession des 38 lots dans le Domaine abénakis n'était pas légale et ne constituait pas un règlement avantageux. La PN demande donc une compensation adéquate pour les terres de réserve prises illégalement, i.e. la restitution des terres et/ou une compensation monétaire équivalente à cette perte, en plus d'un dédommagement pour la perte d'usage subie.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Date revendication déposée: 2008/10/16 - Date de signature de l'avis juridique: 2011/08/03 - Non-acceptée pour négociations: 2011/09/28 - Date déposée auprès du Tribunal: 2012/03/01
<p>Chemins Maurault et Bout-de-l'Île</p>	<p>Conclues Aucune obligation légale</p> <p>La PN allègue qu'elle a été aliénée des terres de réserve en vue de construire deux chemins et qu'elle a reçu une compensation inadéquate.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Date revendication déposée: 2008/10/16 - Date de signature de l'avis juridique: 2011/07/29 - Non-acceptée pour négociations: 2011/09/23
<p>Création de la paroisse de St-Thomas-de-Pierreville</p>	<p>Conclues Dossier fermé</p> <p>La PN allègue que la Couronne a manqué à son rôle de fiduciaire lors de la vente illégale de terres abénakises à un propriétaire non-autochtone, et pour ne pas avoir fait respecter les recommandations d'un rapport visant à corriger l'occupation illégale des terres abénakises par des colons. La PN demande donc la négociation d'une compensation adéquate pour les terres prises sans autorisation légale.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Date de début des recherches : 2008/04/21 - Date de fermeture du dossier: 2008/05/12



Rapport d'étape des revendications particulières

QUÉBEC (6)

Demandeur & Revendication	Étape courante & Description	Dates clés (aaaa/mm/jj)
Odanak (BAND-072)		
Droit de passage accordé a South Shore et Great Eastern Railway Co.'s	<p>À l'étude Signature de l'avis juridique</p> <p>La Première Nation allègue que la Couronne a permis illégalement des empiètements et des prises de terres de la part de compagnies de chemin de fer.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Date revendication déposée: 2011/04/15 - Date de début des recherches : 2011/04/16 - Date de signature de l'avis juridique: 2013/06/17
Limites Originales d'Odanak	<p>Autre Tribunal des revendications particulières</p> <p>Perte de bénéfices et ventes illégales des terres abénakises dans les seigneuries de pierreville et St-François.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Date revendication déposée: 2008/10/16 - Date de signature de l'avis juridique: 2011/06/29 - Non-acceptée pour négociations: 2011/09/20 - Date déposée auprès du Tribunal: 2012/02/01